



Victor MENGUAL AVOCAT

PARCOURS

- SELARL SJM AVOCATS Avocat collaborateur depuis 2025
- · Agence Nationale de l'habitat, direction juridique (2024) Expert juridique
- · Cipago (2023): Consultant juridique
- SCET, pôle montages juridiques opérationnels (2020-2021) : Consultant juridique
- D4 Avocats associés (2018-2020) : Avocat collaborateur
- · Certificat d'aptitude à la profession d'Avocat, Ecole de formation des barreaux (2018)
- · Institut de droit public des affaires de PARIS / Ecole du Barreau de PARIS (2018)
- · Master II « Marchés publics et Partenariats public-privé », Université de Poitiers (2015)

PRINCIPAUX CHAMPS D'INTERVENTION

CONTRATS PUBLICS

- Marchés publics et concessions : audits de contrats, procédures de passation (négociation et mise au point des contrats), conseil et contentieux de la passation et de l'exécution des contrats
- Montages contractuels complexes : assistance à la mise en place de contrats particuliers et d'ensemble contractuels complexes, mise en place de sociétés publiques et de projet
- **Droit des propriétés publiques** : gestion des dépendances des domaines public et privé des personnes publiques, conseil pour la cession, l'acquisition ou la mise à disposition de biens

DROIT ADMINISTRATIF

- Immeubles dangereux /habitat dégradé et indigne : sécurisation et suivi d'exécution des procédures administratives en matière d'habitat et d'immeubles dangereux (insalubrité, mise en sécurité, immeubles vacants) prise en charge des contentieux associés devant les juridictions pénales, administratives et civiles.
- **Droit des collectivités territoriales** : compétences des collectivités, adhésion et retrait d'EPCI ou de syndicats mixtes, responsabilité des élus et des collectivités

CONSTRUCTION/ ASSURANCES

- Contentieux indemnitaires : assistance de maîtres d'ouvrages dans le cadre de litiges liés aux marchés de travaux
- Expertises judiciaires : suivi des procédures de référé devant les tribunaux administratifs et judiciaires
- **Droit des assurances :** mise en œuvre des garanties, litiges liés aux garanties d'assurances « dommages-ouvrage », dommages aux biens (risques) et responsabilité